

Institut des hautes études de l'Amérique latine - IHEAL
Centre de recherche et de documentation sur les Amériques – CREDA

COMMUNIQUÉ FACE À LA MOBILISATION LYCÉENNE ET ÉTUDIANTE

L'IHEAL-CREDA manifeste sa plus grande inquiétude et affirme sa solidarité avec le mouvement lycéen et étudiant. Celui-ci doit être entendu. Il est indispensable d'ouvrir des espaces de discussion et d'échange, de permettre à la parole de s'exprimer dans l'espace public alors même que le contexte national comme international représente une source directe de préoccupation pour la vie et l'avenir des élèves et des étudiants. Comme toujours, l'université se doit d'être un espace ouvert et accueillant, et davantage peut-être aujourd'hui quand le monde donne l'impression de se cloisonner et l'avenir de se refermer.

Nous soutenons leurs préoccupations devant les dispositifs « MonMaster » et « Parcoursup » qui transforment l'espace de l'enseignement supérieur en un marché.

Nous nous opposons fermement aux droits différenciés pour les étudiants étrangers, mesure inefficace et inique. Elle préfigure la décision de rendre payant l'accès à l'enseignement supérieur. Nous nous opposons donc aussi à toute augmentation des frais d'inscription (pour la formation initiale et pour la formation continue).

Nous soutenons les demandes des agents de l'université et de la fonction publique, et celle de ses organisations syndicales. Du fait du gel du point d'indice, les rémunérations sont sans cesse diminuées par l'inflation depuis de nombreuses années.

Nous faisons nôtres les alertes des présidents des universités dénonçant la progressive asphyxie financière des universités.

Nous joignons notre voix aux nombreuses dénonciations de censure qui menacent la liberté de chaire et l'indépendance de l'université de toute puissance, et notamment les puissances gouvernementales. Le respect des libertés académiques est un principe inaliénable.

Nous dénonçons la répression des mouvements lycéen et étudiant dont la disproportion a atteint des formes de cruauté intolérables, provoquant jusqu'à la mutilation d'adolescents. Les forces de l'ordre doivent être privées de l'usage des armes dont la dangerosité n'est plus à démontrer et qui sont interdites dans la plupart des pays de l'Union européenne.

Autant qu'un lieu de la pensée critique, l'université doit demeurer avant tout un refuge.